

L'économie de la Thaïlande de 1945 à la crise de 1997

M.S de Vienne – INALCO – (2002-2003)

La Thaïlande a une particularité, c'est un pays qui n'a jamais été colonisé. Ce sont donc les seuls à avoir disposé librement des instruments de maîtrise économique en Asie du Sud Est. Le pays a modernisé son système économique pour éviter la colonisation, la Thaïlande a ainsi un rapport spécifique avec la modernisation économique.

1. Fin de la 2^{ème} guerre mondiale

La Thaïlande est en situation difficile. Politiquement, il faut restaurer les consensus sur le territoire, car deux courants s'opposent (cf. coup d'état de 1932, raison du changement en monarchie constitutionnelle) : les militaires d'un côté, avec le Premier Ministre (PM) Maréchal Phibul Songkran, et de l'autre les démocrates avec Pridi Phanomyong. Économiquement, il est nécessaire d'effectuer une reconstruction. Les infrastructures ont été détruites à hauteur d'un tiers. Il faut aussi reprendre une place dans le commerce régional. Enfin, il faut relancer la production : les biens de production, de consommation et d'équipement manquent ou bien n'existent pas.

1.1. De 1945 à 1955

Les priorités thaïlandaises sont politiques et économiques. Il faut reconstruire l'état et se doter des instruments de souveraineté économique.

Après trois ans de flottement, les militaires prennent le contrôle de l'économie. Ils relancent l'industrialisation, notamment avec la SEA : State Enterprise Action. La SEA a pour but de promouvoir le secteur d'état, les entreprises publiques serviront de base économique. Pour financer ces actions, le seul revenu étant le commerce de riz, l'état va augmenter les impôts des agriculteurs. (Il existe alors 2 monopoles d'état : la commercialisation du riz sur le territoire national et son exportation).

En parallèle, pour signifier la souveraineté et s'adapter à la conjoncture, la Thaïlande abandonne le rattachement du bath à la Livre Sterling pour le Dollar américain. Il en résulte une stabilité monétaire qui est confortée une stabilité institutionnelle avec le couronnement de Sa Majesté Phumipol Adulyadej.

1.1.1 Bilan de la première décennie après guerre.

La croissance économique thaïlandaise est médiocre (près de 5% par an). C'est un échec économique car le contexte mondial est à la croissance (les pays communistes ont une bonne croissance). Au sein des milieux dirigeants, il faut redéfinir une politique de développement pour notamment se protéger des communistes. On repère cette politique en 3 temps :

- de 1956 à 1972 : la priorité est donnée aux industries de biens de consommation (pour le marché national)
- de 1972 à 1985 : passage aux industries exportatrices
- de 1986 à nos jours : libéralisation et ouverture économique.

1.2 De 1956 à 1972

Les autorités thaïes vont vers le libéralisme économique pour stimuler la croissance mais en préservant un dirigisme politique (qui garanti aux américains leur présence). Le gouvernement a alors deux options :

- le développement des industries de main d'œuvre les plus rentables : textile... Mais ils se lanceraient alors en concurrence avec des pays qui ont de meilleures infrastructures et des aides occidentales (Hong Kong, Taiwan...)
- se doter, étape par étape, d'un tissu industriel et essayer d'atteindre la rentabilité à moyen terme

La seconde option est choisie en 1958 par le Maréchal Sarit Thanarat. Cette décision est orientée vers deux axes :

- le développement d'infrastructures. Le gouvernement privilégie le transport (routes), les télécommunications et l'électrification

- Le développement des entreprises privées dont l'avantage principal est que l'état n'a pas à déboursier d'argent. Pour ce faire, l'état mène une politique fiscale visant à favoriser l'investissement dans les secteurs choisis. Il va créer le BOI – Board of Investment, en 1959. Celui-ci contrôle et oriente les investissements, il s'agit d'une structure administrative. L'état va aussi promulguer une loi sur la promotion des investissements industriels (nationaux et étrangers) servant de garantie aux investissements privés : les entreprises ne seront pas nationalisées et l'état ne leur fera pas concurrence. La loi accorde en plus l'autorisation de rapatrier les bénéficiaires et de posséder des terrains. Pour le reste, les entreprises sont exonérées pendant 2 ans de l'impôt sur les bénéfices. De plus, les entreprises promues par le BOI récoltent des avantages fiscaux supplémentaires. Enfin, l'état renforce les barrières douanières sur les produits que le gouvernement souhaite protéger.

L'état réussit ainsi à se désengager du développement industriel où il n'a pas percé. 2% du PNB est généré par des entreprises publiques. Le gouvernement finance son projet de deux manières : pour les infrastructures, il va s'appuyer sur les aides étrangères qui complètent les recettes fiscales agricoles et aussi grâce aux investissements étrangers. D'autre part, il y a la mise en place d'une planification incitative (sur 6 ans, de 1961 à 1966).

Le premier plan va viser deux axes :

- le développement de la production agricole
- le développement des industries privées

L'objectif de ce plan est de devenir autosuffisant en produits de base et limiter les importations. Pour l'agriculture, l'idée est d'encourager l'augmentation des superficies cultivées (via le défrichage) qu'appuie au niveau gouvernemental un développement de l'irrigation. De plus, la terre est propriété du génie foncier local, elle est prêtée aux paysans (c'est le système traditionnel) et il n'y a que peu de fermages, donc beaucoup de terres disponibles.

Pour l'industrie, sont visées les industries à fort investissement et les industries de grande consommation. Seules les entreprises reconnues par le BOI bénéficient d'exonérations à l'export (pour favoriser le marché national).

En 1962, on a peu d'investissements étrangers. Le gouvernement révisera donc la loi sur les investissements de 1960 en accordant l'exonération systématique des droits de douane sur les biens de production et augmente la période d'exonération fiscale des bénéficiaires de 2 à 5 ans.

1.2.1 Le premier plan

En 1950, dans un contexte de guerre froide a lieu une conférence américano-thaïlandaise. (A la suite de la victoire communiste et de la guerre de Corée). La Thaïlande a atteint la stabilité économique et politique.

Cependant, sur le plan économique, les résultats ne sont pas satisfaisants sur les niveaux suivants :

- au niveau de la production : l'agriculture (2/3 du PNB) se ralentit en particulier la croissance de la riziculture. Résultat, en 1952, la balance commerciale est déficitaire. C'est un problème de fond.
- Au niveau socio-économique : il faut prendre des mesures vis-à-vis de la communauté sino-thaï qui constitue l'essentiel des couches urbanisées thaïes (entrepreneurs 10% de la population) se posent aussi des questions de contrôle de cette population inférant au contexte international.

Devant ces inquiétudes, les pouvoirs décident de prendre deux séries de mesures :

- une réforme agraire dans le delta du Mae Nam
- pour prévenir l'instabilité urbaine et les sino-thaïs, le gouvernement va prendre deux mesures juridiques :
 - o le gouvernement va passer une loi qui multiplie par 100 les droits d'enregistrement annuels des sino-thaïs pour qu'ils deviennent des citoyens thaïs.
 - o De plus, un décret sera pris rendant interdites les activités anti-thaïes dans le but de mieux surveiller et contrôler les sino-thaïs.

Sur cette base, en 1954, le gouvernement relance, suite à la visite du FMI et de la banque mondiale, la modernisation du pays. Il va mettre en place des instruments de planification et créer la corporation de développement économique national. Elle rassemble les dirigeants des entreprises privées et a pour but de définir les orientations des investissements futurs.

En 1955, le gouvernement va créer le bureau du commerce extérieur chargé d'organiser le développement économique. Sera aussi créé un fond d'aide aux investissements thaïlandais (220 millions de baths). Enfin, une loi sur les investissements étrangers est prise.

Ces mesures sont encouragées par les Etats-Unis qui accordent une aide économique de 64 millions de dollars. Cette aide est liée à une demande d'assouplissement du régime (notamment vis-à-vis des chinois d'outre mer et pour un retour au multipartisme).

Dès 1963, la Thaïlande bénéficie de la conjoncture régionale. Les Etats-Unis s'engagent militairement au Viet Nam et installent une partie de leurs bases en Thaïlande. Le gouvernement signe alors un accord secret : L'accord Thanom – Rusk. Cet accord garanti la sécurité intérieure et extérieure de la Thaïlande assortie d'une aide militaire et économique conséquente. Grâce à quoi la Thaïlande récupère les moyens de construire son réseau routier. Le gouvernement peut donc augmenter ses exonérations fiscales.

1.2.2 Bilan du premier plan

1.2.2.1 Quantitativement

En 6 ans, la production s'améliore :

- la production agricole augmente de 8% en valeur par an
- la production industrielle de 11% par an
- la production de services de 10% par an

Globalement, on a une croissance de 10% par an.

1.2.2.2 Qualitativement

L'agriculture qui représentait 40% du PNB en 1960 est passée à 30%. Cette diminution s'est réalisée en faveur des services. L'industrie est passée de 11% à 14%.

La politique d'encouragement de l'entreprise privée a développé des milliers de PME à capitaux nationaux et commence à cristalliser les bases des futurs conglomérats thaïs. La Thaïlande dispose petit à petit des instruments stratégiques d'un futur développement (infrastructures et base entrepreneuriale).

1.2.3 Le deuxième plan (1967 à 1971)

Ce deuxième plan va viser à consolider les mesures du premier plan en encourageant les industries consommatrices de main d'œuvre et de ressources, les industries légères (transformation de produits agricoles...) et les productions de biens de consommation destinés à la demande locale.

La croissance diminue de 1%. Dans le cadre de ce second plan, l'élément clé est la constitution de l'ASEAN en 1967 à Bangkok. L'ASEAN rassemble les pays non communistes et non socialistes que sont la Malaysia, l'Indonésie, les Philippines et Singapour.

Dès 1968 est signé un accord commercial entre trois des pays membres (Thaïlande, Singapour et les Philippines). Il consiste à baisser de 10% les barrières douanières tarifaires. Cet accord permet à la Thaïlande d'augmenter son développement au niveau régional.

De plus, on assiste à une contestation de l'emprise commerciale japonaise. Cette contestation va permettre d'obtenir des concessions de la part du Japon. D'un côté, une baisse de 50% des tarifs douaniers sur les produits Thaïlandais et de l'autre des nominations de thaïlandais à des postes à responsabilité d'entreprises japonaises sur le sol Thai.

1.2.4 Bilan additionné des deux premiers plans

Les mesures prises sont positives. L'agriculture bénéficie d'une amélioration des rendements et d'une diversification de la production (ex : le maïs amène l'élevage de volailles, le développement de plantes pour leurs fibres textiles, production d'ananas...). En valeur, la production augmente de 8% par an. C'est beaucoup. Les services augmentent de 8 % par an en valeur. L'industrie est stimulée par la forte croissance du marché intérieur et des dépenses de l'état. Les investissements augmentent. La croissance industrielle est de 9 à 10 % par an.

Donc, sur ces onze années, de 1960 à 1971, la croissance du PNB est de 8% par an. La croissance démographique étant de 3%, on assiste au décollage économique thaïlandais. Cependant il y a mieux dans la zone, comme Singapour, par exemple.

1.3 De 1972 à 1985

C'est le passage des industries de substitution aux importations aux industries exportatrices. On a deux phénomènes qui obligent les planificateurs à reconsidérer les bases du développement :

- un facteur extérieur : il s'agit de la conjoncture internationale. C'est l'écroulement de la parité fixée entre les monnaies. Le Dollar américain chute. Ces turbulences entraînent la chute du bath. Ce faisant les produits thaïlandais deviennent compétitifs (on voit arriver des produits thais dans les grandes surfaces).
- Sur le plan intérieur, on a une surproduction manufacturière et donc une saturation de certains segments de marché (certaines entreprises voient leur CA baisser).
- Autre facteur intérieur, en 1971, un coup d'état renouvelle et renforce le pouvoir de l'armée sur le plan politique. Cette nouvelle équipe prend deux mesures :
 - o Elle décide de réviser les décrets IPA (Import Promotion Act) et EPA (Export Promotion Act).
 - o Elle crée un comité de promotion des exportations

La Thaïlande s'attaque à l'export. Les nouvelles orientations sont sensibles dans deux nouveaux plans : le troisième plan de 1972 à 1976 et le quatrième plan de 1977 à 1981.

1.3.1 Le troisième plan de 1972 à 1976

Il est concentré sur trois axes. En premier lieu, la promotion des exportations sur la base d'un encouragement des investissements étrangers. En second lieu la volonté de décongestionner Bangkok pour encourager le développement des entreprises en province. En outre, se poursuit le plan d'irrigation au niveau agricole. Enfin, en troisième lieu, la Thaïlande se lance dans la promotion du tourisme. C'est la fin de la guerre... il faut donc encourager le tourisme !

Pour créer un environnement social favorable et pour le maintien du climat social, le gouvernement promulgue un code du travail qui réglemente le travail. Cela n'existait plus depuis 14 ans...

Le plan est lancé et les objectifs sont rationnels. Cependant, deux événements inattendus surviennent : le premier choc pétrolier qui touche de plein fouet la Thaïlande puisqu'elle importe la totalité de son pétrole et le repli américain du Viet Nam.

Le gouvernement décide de ne faire peser le coût du pétrole qu'à hauteur d'un tiers sur les consommateurs. Il subventionne les consommateurs et les professionnels. Il en est à 2/3 de sa poche ce qui entraîne un déficit budgétaire. Ce choc pétrolier ralentit la croissance agricole et entraîne au bout de quelques mois, une chute de la demande intérieure.

Le pays est alors dans une situation fragile : on a des manifestations étudiantes au niveau national dont les actions sont significatives (notamment à l'université de Thammasat). Le régime est inquiet.

La Thaïlande reçoit moins d'aides américaines et les militaires perdent le pouvoir en 1973. Pourtant, les thaïlandais gèrent le problème. On assiste à la mise en œuvre de trois opérations :

- au niveau de base de la production, il faut un soutien aux entreprises exportatrices. Le but est de faire délocaliser les entreprises américaines et japonaises en Thaïlande.
- La Thaïlande atteint un certain seuil technologique pour produire des produits respectant certaines normes lui permettant de compenser la facture pétrolière. Par exemple, pour les produits textiles, les autres producteurs subissent des quotas, ce qui permet à la Thaïlande de

prendre du poids (idem pour la joaillerie, l'exploitation de ressources humaines pour l'assemblage par exemple...).

- De plus, les thaïlandais bénéficient d'un mouvement favorable des prix sur le marché du riz (les prix augmentent). L'état enrayer le déficit en augmentant les taxes sur les importations.

Paradoxalement, les années qui suivent ce choc pétrolier correspondent à une période où la Thaïlande rattrape son retard.

Forte de ses relations historiques privilégiées, le nombre d'investissements japonais en Thaïlande augmente. Dès 1974, les investissements japonais dépassent les investissements américains. La Thaïlande a réussi à surmonter le choc pétrolier sans trop de préjudices. Le gouvernement va alors se sentir plus solide, assez pour se doter de l'instrument capitaliste : la bourse de Bangkok. Au printemps 1975, on assiste au basculement des trois pays indochinois dans le communisme. Il en résulte des tensions en Thaïlande comme des manifestations contre la présence américaine sur son sol. Le gouvernement va commettre l'erreur d'augmenter les taxes sur la production de riz. On assiste alors à des émeutes. Les troupes américaines vont s'en aller durant le premier semestre 1976.

La politique d'attraction des investissements étrangers est menacée par le fait que la Thaïlande puisse représenter un pays instable à cause des émeutes. Cela intervient au moment où le programme de monnayage du FMI et de la banque mondiale prend fin.

1.3.2 Le quatrième plan de 1977 à 1981

Le gouvernement a compris qu'il faut corriger les inégalités du développement et développer le tourisme en parallèle.

Le plan se concentre sur deux axes :

- une politique de soutien aux entreprises thaïes
- un encouragement des petites et moyennes entreprises industrielles dans les zones rurales pour élargir la palette industrielle de base.

Les thaïs bénéficient de la découverte d'hydrocarbures dans le golfe de Thaïlande. A la fin des années 70 survient le second choc pétrolier. Les prix triplent. La valeur du pétrole dans les importations thaïes augmente de 50%. Cette augmentation retenti sur les prix du marché : on a un taux d'inflation de 20% ! En plus, l'inflation coïncide avec la chute du prix des produits agricoles comme le riz. La croissance ne peut que décélérer. Les états unis laissent le dollar remonter pour couvrir leur déficit (donc le bath remonte de facto et rend les produits thaïs moins compétitifs). On a alors une baisse des bénéfices commerciaux. La balance des paiements courants est déficitaire. Le déficit budgétaire double en pourcentage du PIB (4% en 1977 devient 8% en 1980). Le gouvernement emprunte à l'étranger à hauteur de 17% du PIB. La dette extérieure commence à monter... Le principal prêteur est la banque mondiale et elle impose des conditions de rigueur. La Thaïlande doit exporter des produits manufacturés. Ils sont de trois sortes :

- le textile
- les produits agro-industriels
- les microprocesseurs

Ces exportations sont stimulées par deux mesures : l'assouplissement des restrictions relatives aux investissements étrangers – les thaïs préfèrent favoriser l'investissement sino-thaï plutôt qu'étranger – et la dévaluation du bath de 8.7% par le gouvernement.

1.3.3 Bilan des deux plans

Il est mitigé. La croissance démarre mais son niveau a baissé : environ 6.5% en moyenne, contre 8 % lors de la période précédente. Qualitativement, la production industrielle a augmenté en valeur (9% par an), mais les politiques mises en œuvre ont creusé les déséquilibres à l'intérieur de l'appareil productif. L'essor industriel a alimenté une augmentation des biens de production et d'équipement. Cependant, le déficit commercial continue de se creuser. On a un déséquilibre interne : malgré la volonté de décongestionner Bangkok, le développement s'est concentré sur la capitale, avec es industries plus capitalistiques. Concrètement, les industries consommatrices de main d'œuvre ont une croissance faible (près de 4%). Il en résulte une augmentation du chômage. Fin 1981, la Thaïlande est

en situation difficile. On assiste à la création d'un comité de réajustement par le ministère de l'industrie.

1.3.4 Le cinquième plan de 1982 à 1986

Il s'agit d'un plan de réajustement. On a trois types de priorités :

- un encadrement de la croissance industrielle stimulant massivement les industries exportatrices consommatrice de main d'oeuvre. Il faut que la stimulation augmente l'embauche.
- Sur les conseils de la banque mondiale et du FMI, la Thaïlande adopte une politique de rigueur monétaire (un encadrement pour éviter l'inflation), sur deux axes :
 - o Un encadrement du crédit (limitation du crédit)
 - o Un plafonnement de la dette extérieure à 1.2 milliards de dollars
- Le problème de Bangkok : on mène une politique incitative pour désenclaver la région de Bangkok, avec une exonération de taxes pour les entreprises provinciales et le lancement d'un grand projet industriel : le « Eastern Seabourne » (zone industrielle et portuaire avec des industries pétrochimiques et lourdes). Mais le gouvernement ne peut pas financer le projet : il n'a pas d'argent, le projet est ainsi ralenti.

Le gouvernement va mener une politique très prudente. Dès 1984, on a une deuxième dévaluation du bath (-14.8%) pour stimuler les exportations. En 1985, on relance la consommation nationale en réduisant les taxes à l'importation. Ces mesures redressent la balance des paiements et maintient la croissance à 5% par an.

En 1985, c'est la crise mondiale. Le PMB stagne. La Thaïlande voit sa croissance ralentir mais n'est pas trop touchée car le plan à été très raisonnable. Les thaïlandais profitent de la hausse du Yen (accords du Plaza en Septembre 1985). Le Japon devient le premier client de la Thaïlande. On a une augmentation de 100% des investissements japonais. Au niveau interne, le gouvernement essaye de réduire les dépenses publiques et réduire les impôts sur les entreprises fortement consommatrices de main d'œuvre. Cette crise est relativement vite surmontée.

1.3.5 Bilan du cinquième plan

Il est doublement positif. L'inflation est jugulée (de 20% à 2%) et la balance des paiements commerciaux est de nouveau en équilibre. Les thaïlandais se sont bien sortis des deux chocs pétroliers et de la crise de 1985.

1.4 De 1986 à 2001

1.4.1 Le sixième plan de 1987 à 1991

La priorité est à la libéralisation économique. Le gouvernement met en place une politique plus libérale. On a l'élection du premier ministre par voie démocratique. Sur le plan économique, on a idée que la libéralisation économique doit permettre de profiter d'une conjoncture de facteurs extérieurs favorables :

- la baisse des prix du pétrole
- la baisse du dollar qui continue
- les taux d'intérêts baissent donc la ressource en capital augmente

Les investissements dans les provinces sont encouragés, par contre, avec ce discours, le problème des déséquilibres sociaux n'est pas la priorité. Les résultats paraissent très favorables. Les flux d'investissements sont multipliés par 10. En 5 ans, les investissements étrangers sont multipliés par 5. La part de la Thaïlande dans l'ASEAN concernant les investissements japonais est passée de 5% en 1985 à 15% en 1990. Le nombre de sociétés a capital mixte est multiplié par 12. Ces investissements rendent les produits thaïs plus compétitifs.

La croissance atteint 10% par an. La Thaïlande se lance dans l'industrie lourde (pétrochimie, sidérurgie, hautes technologies...). En 1991, les thaïlandais s'offrent leur satellite de télécommunication. Les projets repartent ! Le bath est librement convertible en 1991.

1.4.2 Le septième plan de 1992 à 1996

C'est le triomphe du libéralisme. Le contexte est très tendu. On assiste à des manifestations à Bangkok pour la démission du général premier ministre Suchinda. (Grève de la faim du général député de Bangkok Chamrong Srimuang). Le roi doit intervenir pour adoucir les tensions. Le plan va commencer au deuxième trimestre. Le plan prévoit une décélération de la croissance à 8% par an. L'objectif principal du plan étant de moderniser les instruments de développement économique. L'idée est de pouvoir accélérer le développement en mettant en place des instruments modernes. Après l'effondrement du bloc soviétique, il n'y a plus de modèle à opposer au modèle libéral invaincu. Donc, le gouvernement se dirige vers l'ultra libéralisme en s'engageant sur 2 axes financiers :

- La modernisation est prévue sur deux ans 1992-1993.
 - 1992 : lancement de la modernisation du marché boursier avec le SEA (Security Exchange Act). Le SEA permet de sécuriser et de réguler les valeurs boursières. On assiste à la libéralisation des changes et la création du marché obligataire. Les taxes sur les instruments financiers sont modifiées.
 - 1993 : Le gouvernement se lance dans un programme de banque Off shore (imitant Hong Kong et Singapour) avec la création du BIBF (Bangkok International Banking Facilities – Système de licences permettant aux banques haïes ou étrangères, à partir de la Thaïlande, d'emprunter de l'argent pour le réinvestir à l'étranger, dans le principe). Aussi, le gouvernement simplifie et améliore les approbations des investissements étrangers.
- En parallèle, le gouvernement prévoit de pouvoir orienter le développement en jouant sur la fiscalité pour pousser certains secteurs peu compétitifs à se restructurer (avec la baisse des droits de douane sur les importations des composants automobiles et électroniques). On assiste aussi à la mise en place de la TVA.

Le gouvernement suit à la lettre les principes économiques du libéralisme. Les effets sont immédiatement positifs. La croissance est maintenue à 8% jusqu'en 1996. Cependant, cette croissance est de plus en plus pénalisante et coûteuse pour les équilibres financiers :

- elle entraîne une détérioration de la balance commerciale (exportations à hauteur de 23 % et importations –biens de productions – 27%). Le déficit se creuse : en 5 ans, il a doublé (de 8 à 17 milliards de dollars). Les entreprises empruntent, ce qui entraîne une progression du déficit de la balance des paiements courants (de 6.28 milliards e 1992 à 14.7 milliards).
- Le dérèglement est dû à la fragilisation de l'appareil financier (BIBF). L'argent afflue en Thaïlande mais est placé sur le marché thaï au lieu d'être placé, selon le principe, sur des marchés étrangers (aucun cadre juridique n'a été créé pour les banques off-shore). Cela entraîne une baisse des taux d'intérêts. Les entreprises empruntent pour faire des placements immobiliers. L'épargne thaïe reste insignifiante. Les entreprises ont tendance à effectuer leurs emprunts dans des banques thaïes, qui elles même vont emprunter à l'étranger. Ce mécanisme s'accélère. Le Japon est alors frappé par une crise financière, en 1996, et va réduire ses investissements en Thaïlande. La demande de capitaux est telle que la Thaïlande augmente ses taux d'intérêts pour stopper la spirale d'endettement. La dette extérieure double en 5 ans (de 3.9 milliards de dollars en 1992, soit 38% du PNB, à 8 milliards de dollars en 1998, 44% du PNB). La Thaïlande devient, fin 1996, le deuxième pays le plus endetté après l'Indonésie en Asie du Sud Est.

On assiste donc à une dégradation qualitative de l'appareil financier : la structure de l'endettement est inquiétante. Tout d'abord, parce que le poids du secteur privé s'est accru : en 1992, le secteur privé représentait les 2/3 de la dette extérieure, puis les 3/4 en 1996). De plus, les dettes extérieures privées sont essentiellement faites par les banques en 1996 (en 1992, les entreprises étaient majoritaires. Aussi, La nature de la dette en 1992 est essentiellement long terme alors qu'en 1996, la part du court terme est énorme. Même la banque centrale Thaïlandaise avait emprunté à court terme ! En outre, la dette a été souscrite en dollars (le principal créancier de la Thaïlande est le Japon, il prête à la Thaïlande en dollars et pas en Yen. Le Japon rachète des dollars et les revends à a Thaïlande. La Thaïlande rachète donc des dollars en Bath pour rembourser. Il y a deux opérations de change).

Fin 1995, le G7 décide la baisse du Yen. Cela entraîne une nouvelle baisse des investissements japonais en Thaïlande. En 1996, la Thaïlande est virtuellement en cessation de paiement (ses réserves de change et son épargne brute ne couvre plus la dette court terme). Début 1997, la Thaïlande reçoit une mauvaise note sur sa dette court-terme de la part des agences de notation : C ou D. Il y a une prise de conscience de la situation par les marchés.

1.4.2.1 Bilan du septième plan

On a une forte croissance mais un déséquilibre financier. La situation est extrêmement inquiétante. Il en résulte cependant quelques points positifs :

- la palette industrielle s'est élargie
- début d'industrie lourde
- début de la décentralisation industrielle

Tout cela étant soutenu par la solidité de la monnaie du prêteur japonais. Au début de 1997, on a une crise de confiance vis-à-vis de l'économie thaïlandaise. De fait, au deuxième trimestre le bath est attaqué, il perd plusieurs dizaines de pourcents.

La banque centrale va racheter des Bath pour le soutenir, mais il est vendu partout (même par les thaïs). Après une certaine période la banque n'a plus les moyens de le soutenir. Il plonge et la bourse dégringole. Au même moment, les crédits court-terme arrivent à échéance. Le gouvernement tente des mesures de dernière minute :

- il essaie d'assouplir les investissements étrangers en permettant aux étrangers de devenir majoritaires dans les sociétés financières.

Ces mesures ne servent à rien. Le gouvernement thaï adopte une politique de restructuration du paysage financier (16 sociétés sur 86 voient leur activité suspendue). Le gouvernement impose aux banques et aux compagnies financières de publier leurs créances douteuses (NPL – Non Performing Loans).

La situation est extrêmement grave. Les dettes à court terme ne pouvant être remboursées, la Thaïlande demande l'aide du FMI, aide qui lui sera donnée sous condition de restructurations draconiennes (42 entreprises vont fermer, d'autres se verront réinjecter des capitaux). Le FMI débloque une aide d'urgence, le Japon aide la Thaïlande par un plan d'urgence bilatéral.

Le FMI impose un plan de rigueur en trois volets, à partir de 1998 :

- volet fiscal : il a pour but d'éviter de faire diminuer la dette publique. On a une hausse des impôts indirects (essence...)
- volet bancaire : on assiste à la mise en place d'un plan d'assainissement du système : les taux d'intérêts dépassent les 15%
- volet réglementaire : il faut mettre en place un cadre juridique de contrôle :
 - o Des instruments de contrôle
 - o Une loi sur les faillites

Traitement par le gouvernement thaï du dossier bancaire

Le gouvernement lance début 1998 un plan expérimental de restructuration des banques. L'idée étant de mettre en place un système de rachat d'une partie de leurs créances douteuses (NPL). Cette expérience est formalisée par un plan d'ensemble : le gouvernement prend une participation dans le capital de banques restructurées avec des obligations d'état à 10 ans (elles sont négociables, revendables). Cette participation est possible à deux conditions :

- la banque est obligée de provisionner ses NPL de manière très stricte
- les actionnaires de la banque seront obligés de dévoiler leur identité et leur pourcentage de parts sociales dans cette banque OU les obligations devront être gardées pendant 10 ans, et les identités ne seront pas obligatoirement révélées.

Il a fallu pousser les banques thaïes à se restructurer, les liens entre politiques et financiers sont très serrés. Parmi les banques thaïes privées, deux banques se restructurent sans l'aide de l'état : la Bangkok Bank et la Thaï Farmer Bank. Toutes les autres sont obligées de faire appel à l'état.

Malgré ces mesures, les banques affichent plusieurs dizaines de milliards de pertes nettes et des créances douteuses énormes (50% en volume). Le problème étant que les NPL ne sont provisionnés qu'à hauteur de 10%. La situation bancaire est très difficile à traiter. Pour cela le gouvernement prendra deux séries de mesures :

- le gouvernement met en place des critères d'évaluation des créances. On déclare une créance douteuse lorsque les intérêts ne sont pas payés pendant plus de 3 mois.

- Il refuse le nantissement des actifs des entreprises (les entreprises nantissant des biens immobiliers n'ayant plus aucune valeur). On se base maintenant sur le Cash Flow de l'entreprise.

Tout ceci implique de refondre complètement le droit sur les faillites.

Traitement par le gouvernement du dossier juridique

La loi sur les faillites a pour objectif de permettre aux entreprises de rembourser leurs dettes. Il s'agissait par ce biais de déverrouiller 18 milliards de dollars d'actifs bloqués par les entreprises financières.

Pour cela, le gouvernement engage une procédure de restructuration. Le sénat s'est opposé au vote de cette loi pour ne pas voir une cession des actifs thaïlandais aux étrangers. Cependant, la loi a été votée en octobre 1998. Le mois suivant, 10 milliards de dollars sont récupérés pour rembourser la banque centrale thaïe par le biais d'une vente d'actifs. Hélas, la vente n'a pas lieu à cause de la mauvaise conjoncture (place de la Thaïlande dans l'ASEAN). La prise de risque n'est pas effectuée, le secteur bancaire continue d'avoir des problèmes (les taux d'intérêts avoisinent toujours les 20%). Le nombre de fermetures d'entreprises augmente et la Thaïlande va compter près de 4 millions de chômeurs. Fin 1998, la situation est extrêmement grave. Les banques ne prêtent plus (les réserves de change diminuent de 1/3, la dette publique a doublé en % du PIB, le taux de croissance réel est de -8%).

Le gouvernement poursuit les restructurations en combinant restructuration et relance de type keynésien (programme d'équipement sur fonds publics). On a deux nouvelles lois sur les faillites :

- saisie des hypothèques, garanties
- validation par le sénat des faillites

Les grands conglomérats thaïs se restructurent en vendant quelques unes de leurs entreprises (ex : CP ou Siam Cement)

Au regard des banques, le gouvernement a choisi une méthode musclée : il impose aux plus gros débiteurs de résoudre les problèmes dans les 5 mois, sinon les entreprises passent en faillite. De plus, on a la mise en place d'une commission pour le règlement de la dette par le biais de pressions sur les entreprises et les banques : il y a 1300 milliards de Bath de contentieux !

Pour appuyer ces décisions, la BCT va jusqu'à faire inculper les patrons des entreprises financières (objectif : obtenir un regain de confiance envers le marché thaï).

La Thaïlande est le seul pays du sud est asiatique à avoir pris de telles mesures. De fait, fin 1999, les ratios de recouvrement des entreprises progressent (crédit immobilier +50%, et crédit aux entreprises +20%). Cependant, 50% des NPL sont détenues par des TPE ou des particuliers pour de petites sommes. En parallèle le gouvernement poursuit la recapitalisation des banques et restructure leur capital (pour organiser l'actionariat, ne pas avoir les mêmes actionnaires aux mêmes endroits). Le nombre d'actions individuelles est limité à 5% du capital des banques par personne. Cette mécanique vise à éviter les réseaux d'influence.

Les résultats sont sensibles : on assiste à une baisse des taux d'intérêts. De plus, les investissements étrangers reviennent en Thaïlande. Le volume des NPL continue de grossir, car de nouvelles créances apparaissent. On estime qu'il reste 50% des créances douteuses fin 1999.

La relance

Le gouvernement augmente ses dépenses publiques (3.5 Milliards de dollars) et entraîne un déficit budgétaire de 5% du PIB.

Ce plan comprend :

- une baisse d'impôts : exonérations pour les entreprises et les ménages
- une baisse des prix de l'énergie

En parallèle, plusieurs projets ont été menés à bien (le métro, les projets portuaires...). Il y a un prêt de la banque mondiale et de la banque japonaise de 1.4 milliards de dollars à très bas taux d'intérêt. La relance a fonctionné, l'économie se redresse en 2000.

On a alors une hausse de la dette publique : elle dépasse les 60% du PNB (dette intérieure + extérieure). Une partie des dettes privées est redevenue publique. Fin 2000, le déficit budgétaire dépasse les 7% du PIB. On a un équilibre des échanges intérieurs avec un excédent de la balance commerciale et un excédent de la balance des paiements courants ainsi qu'une augmentation des réserves de change.

La conjoncture internationale se dégrade courant 2001 du fait de deux facteurs :

- la décélération de l'économie américaine
- le contrecoup du 11 Septembre

Il s'en suit une baisse du Bath et un ralentissement des exportations, un tassement de la croissance. Au final, la Thaïlande est sortie de la crise mais est loin d'avoir retrouvé son dynamisme d'avant crise. Cependant, cette crise lui a permis de prendre des mesures d'assainissement du système financier et de restructurer ses entreprises ce qui, à long terme, est bénéfique.